

Périodicité : trimestrielle
N° d'agrégation : P916854
Bureau de dépôt : BXL-X

 bpost
PB-PP18-00000
BELGIË(N) - BELGIQUE

NUMERO 20

« PAUVROPHOBIE »,
LA STIGMATISER AVANT QU'ELLE SE BANALISE

THOMAS LEMAIGRE

PAUVÉRITÉ

Le trimestriel du Forum -
Bruxelles contre les inégalités

Préambule

Ce sont des assistés, des profiteurs, des incapables, des fraudeurs... Les idées reçues sur les pauvres se multiplient. Parfois, ces représentations sont associées à des émotions négatives comme la peur, le dégoût, la haine, l'indifférence ou le dédain. Elles sont aussi répétées ou partagées à plusieurs niveaux, y compris au sein des institutions publiques. Cela conduit à l'émergence d'attitudes — individuelles ou collectives — et de politiques hostiles, voire discriminatoires, qui font le terreau d'une société qui hait ses pauvres, d'une société pauprophobe.

La pauprophobie est à l'origine de malentendus dommageables à la cohésion sociale et creuse des fossés profonds entre «les pauvres» et «les autres». Elle joue sur les ressorts d'une altérité indépassable, sur le déni de notre commune humanité. Elle ajoute de la stigmatisation à la marginalisation. Elle renforce une vision collective tronquée de la pauvreté et, par conséquent, des solutions à y apporter.

Le Forum — Bruxelles contre les inégalités vient de réunir les contributions de 85 experts dans une *Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*¹ avant de lancer la campagne pauprophobie.be. L'article de

1/ Le Forum — Bruxelles contre les inégalités (dir.), *Pauprophobie. Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*. Luc Pire, 2018.

Thomas LEMAIGRE² que nous publions dans le présent numéro du trimestriel fournit les balises théoriques de cette campagne. Des préjugés aux discriminations, l'auteur y détaille les ressorts d'un imaginaire commun stéréotypé, qui simplifie à l'extrême les phénomènes de pauvreté et qui participe à la stigmatisation de ceux qui la subissent.

2/ L'auteur remercie toutes les personnes qui ont nourri le processus de rédaction : Émilie Charlier, Julien Lecomte, Renaud Maes, Christophe Mincke, Michel Vanderkam.

INTRODUCTION

Les idées reçues sur les pauvres et la pauvreté sont légion. Le Forum — Bruxelles contre les inégalités s'en est rendu compte lors de la préparation de *Pauvrophobie. Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*³, qui n'en a retenu qu'un échantillon — certes déjà bien costaud! Dans toutes ces idées reçues, on sent le besoin de mettre à distance la personne vivant en situation de pauvreté, d'affirmer qu'on n'est pas comme elle, voire de se rassurer à ce sujet. Avant même de définir ces idées reçues et de décrypter leur fonctionnement, on entrevoit déjà leur fonction dans les rouages de la vie en société, et on pressent du coup la difficulté à s'en défaire.

Dans le même mouvement surgit un impératif d'action. Comme nous allons le comprendre dans les lignes qui suivent, tant dans leur contenu que dans leur généalogie et leurs impacts, ces préjugés doivent faire l'objet de contre-feux. Mais — et nous y insisterons — pas de n'importe quelle manière. Pour stigmatiser et faire reculer la pauvrophobie, nous proposerons quelques balises dont la modeste intention est de faire avancer le débat et d'alimenter les réflexions sur les actions à entreprendre.

Mais avant de plonger les mains dans le moteur du social, commençons par survoler la table des matières de l'*encyclopédie* pour voir s'il y aurait des fils rouges à tirer. Le récent ouvrage du sociologue français Serge Paugam tombe à pic⁴. Les auteurs ont ici interrogé les habitants

3/ Le Forum — Bruxelles contre les inégalités (dir.), *op. cit.*

4/ Serge Paugam et al., *Ce que les riches pensent des pauvres*. Seuil, 2017.

des quartiers riches de trois métropoles (Paris, São Paulo et Delhi) sur la manière dont ils voient les pauvres. Certes, une partie des propos recueillis — mais pas tous — sont plus excessifs que ceux du « Belge moyen ». Mais l'analyse qu'en proposent les auteurs offre un effet de loupe saisissant.

PETIT CATALOGUE D'ÉNORMITÉS

Paugam et ses coauteurs distinguent en effet trois grandes familles de préjugés négatifs.

> Des préjugés qui tracent une frontière entre «eux» et «nous». C'est une frontière fondée sur une morale commune et sur l'exclusion de ceux qui ne partagent pas «notre» vision de l'ordre moral, de la bonne manière de vivre ensemble, cette dernière ne pouvant dès lors être protégée et préservée que dans l'entre-soi. Ici, le pauvre est vu comme figure d'immoralité, de vice, de dépravation, d'obscénité — bref tout ce qui contredirait une vie collective moralement acceptable.

> Des préjugés qui relèvent de formes de répulsion physique, liés à des peurs de la violence ou de la maladie. Le pauvre est vu comme une menace à l'intégrité physique voire à la pureté, il met en danger la vie même. Les spectres que l'on va ici croiser sont ceux de la criminalité, de l'insécurité, de l'insalubrité, de la morbidité.

> Des préjugés qui rationalisent et légitiment la pauvreté, et tendent à neutraliser la compassion spontanée et les solidarités organisées. Le pauvre est ici stigmatisé pour son défaut de responsabilité ou de volonté, sa paresse, son absence de mérite. Ces préjugés permettent de trier les pauvres et la ques-

tion de la responsabilité individuelle y joue un rôle central : tantôt le « bon » pauvre, celui qui sera seul digne d'aide, sera le pauvre écrasé par son destin, dépossédé d'emprise sur lui-même et irresponsable, tantôt il sera le pauvre volontaire et méritant, donc responsable du progrès comme du non-progrès de sa situation.

Ces trois couches de représentations connaissent des gradations et ce n'est pas parce que nous forçons le trait à des fins pédagogiques que tous les porteurs de préjugés sont bêtes, ignorants ou malveillants⁵. Mais l'une des choses à retenir d'emblée, c'est que les formes les plus décomplexées de ces préjugés mettent bien en évidence que chacun d'eux est lié à une ou plusieurs émotions : réconfort de l'entre-soi, peur, compassion, honte, haine, etc. Autrement dit, les idées reçues sur les pauvres et la pauvreté ne sont pas purement rationnelles et sont ancrées profondément — ce sont là des éléments-clés pour la discussion ci-après.

Un autre intérêt de la typologie de Paugam et de ses coauteurs est de montrer à quel point ces trois figures peuvent bien fonctionner ensemble, et par là se renforcer. Chacune à sa manière tend à mettre en scène la pauvreté comme un phénomène inné, naturel, donc universel et indépassable. La troisième figure a en plus ceci de particulier qu'elle peut rendre ces visions très compatibles avec un discours néolibéral, qui réduit les réalités sociales à leur dimension individuelle et les situations individuelles à la résultante de préférences et de choix individuels supposés rationnels. Si on naît pauvre, on a tout pouvoir de s'en sortir si on le veut. Enfin, tout aussi remarquable avec cette troisième figure est la notion de pauvre digne d'aide : elle peut para-

5/ Une enquête d'opinion commanditée en France par ATD Quart Monde a récemment montré que 99 % des personnes interrogées avaient au moins un préjugé sur les pauvres... Voir Jean-Christophe Sarrot (ATD Quart Monde France), « Dépasser nos préjugés pour avancer en démocratie », *L'Observatoire*, n° 91, 2017, pp. 39-42.

doxalement très bien fonctionner avec certaines approches de la solidarité. Endossés par les institutions, de tels préjugés vont s'ancrer plus avant dans la société, voire être repris à leur compte par les personnes en situation de pauvreté elles-mêmes.

LES PRÉJUGÉS EN GÉNÉRAL ET LEUR FONCTIONNEMENT

Un préjugé est un jugement a priori, une interprétation a priori de la réalité, littéralement une idée reçue. Il n'est pas tant basé sur l'expérience que sur les croyances, voire les mythes, et sur les émotions. Le préjugé est à double tranchant. S'il est fondamental pour l'apprentissage (pour provoquer une dissonance cognitive quand il croisera le réel), il va aussi pousser à éviter le réel et renforcer en boucle les croyances. En effet, le préjugé facilite la catégorisation, le classement mental de ce qui nous est méconnu, étranger ou éloigné. Tout rapport social fonctionne en s'appuyant sur des représentations et en en produisant, et les préjugés sont toujours en œuvre dans la fabrication et la circulation de nos représentations individuelles et collectives puisqu'ils leur sont indispensables. Plus un préjugé s'appuie sur une émotion forte ou partagée, moins l'expérience, les valeurs, la pression du groupe ou la réflexion seront susceptibles de le remettre en question. Typiquement les peurs collectives (insécurité dans l'espace public, invasion par les flux migratoires, etc.) peuvent acquérir un pouvoir considérable d'orientation des choix individuels.

Un préjugé peut porter sur pratiquement n'importe quoi : une marque, une catégorie d'objets, une pratique sociale, etc. Quand un ensemble de préjugés concerne un groupe social entier (les femmes, les pauvres), il fabrique un stéréotype.

Une petite remarque sur le vocabulaire utilisé est de rigueur à ce stade : les notions de préjugé et de stéréotype que nous proposons ici

ont comme seule ambition de servir la clarté du propos. Or, elles sont certainement discutables. En effet, une partie de la littérature scientifique les distingue autrement, le préjugé relevant de la cognition et le stéréotype des émotions et/ou des jugements normatifs. Mais la sociologie nous montre que dans les fonctionnements sociaux réels, il n'est pas possible de considérer séparément ce que l'analyse des psychologues sociaux essaie de distinguer expérimentalement. Cette remarque peut paraître un point de méthode anecdotique, mais nous verrons qu'elle deviendra centrale dès que nous allons nous demander comment lutter contre les stéréotypes.

Les stéréotypes seront d'autant plus légitimes socialement qu'ils porteront sur des groupes sociaux faibles, ils seront à la fois l'instrument et le résultat de ce rapport de forces

Les stéréotypes, donc, sont des mécanismes puissants pour structurer les individus comme la société. Ils nourrissent le contenu des normes sociales, ils servent de support aux mécanismes de reconnaissance des groupes et individus (ce qui est commun et ce qui est particulier) et ils

servent de matière première aux identités que se construisent les individus. Les stéréotypes seront d'autant plus légitimes socialement qu'ils porteront sur des groupes sociaux faibles, ils seront à la fois l'instrument et le résultat de ce rapport de forces. Dans ce sens, des stéréotypes d'ordres différents pourront très bien se combiner et du coup se renforcer, comme la pauvrophobie et la xénophobie.

Qui plus est, les stéréotypes comme les préjugés seront connotés positivement ou négativement. Même la pauvreté peut être connotée positivement : elle a régulièrement été valorisée comme frugalité, que ce soit par des ordres religieux ou par des militants de la décroissance. Un stéréotype positif vis-à-vis d'un groupe social emmènera vers l'attraction, l'identification ou l'idéalisation ; un stéréotype négatif, vers la répulsion, la distanciation ou la stigmatisation du groupe stéréotypé

et des individus qu'on y amalgame⁶. Un stéréotype négatif est tout aussi intégrateur qu'un positif : mettre de la distance va même de pair avec la valorisation de formes d'entre-soi. Les stéréotypes positifs à l'égard des uns et négatifs à l'égard des autres sont comme les côtés pile et face d'une même pièce. Mais surtout, pour un groupe qui en stigmatise ou en discrimine un autre, le stéréotype permet de légitimer sa propre position sociale et de se rassurer sur cette légitimité.

Une bonne part des stéréotypes négatifs a un trait commun bien particulier : ils sont basés sur des préjugés associés à l'émotion particulière qu'est la peur. Dès lors, ils deviennent des phobies. Xéno-, homo-, is-lamo-,... Pauvro — ? Les peurs ont cette particularité de n'avoir aucun besoin du réel, ou du moins de la rationalité (peur des fantômes, du mauvais œil, etc.). Stéréotypes et peurs fonctionnent du coup très bien ensemble. Si le préjugé n'est comme tel ni un bien ni un mal puisqu'il est une nécessité, le stéréotype est problématique au sens où il amalgame, il réduit, il déforme. Les identités collectives qu'entretiennent les stéréotypes, et a fortiori les phobies, sont figées, clivées, naturalisées, essentialisées, rabattues sur leurs mythes fondateurs et abstraites de leur histoire, de leurs contextes et de leur contingence⁷.

Si le stéréotype négatif est problématique, c'est aussi — surtout — pour ses conséquences sociales qui peuvent s'avérer calamiteuses⁸. Consciemment ou inconsciemment mais systématiquement, ils orientent les attitudes et les comportements des personnes, y compris des professionnels du social. Ils sont également incorporés dans les fonctionnements des institutions et des organisations. Ils font « principe actif » des relations sociales au point de se transformer en discriminations

6/ N.B. que le stéréotype — et c'est l'une de ses forces — peut très bien ne pas s'appliquer à tel ou tel individu du groupe considéré : « J'ai même un ami gay qui a une vie bien rangée. »

7/ Renaud Maes et Christophe Mincke, « Une société au bord de la phobie », *La Revue nouvelle*, n° 3/2014.

8/ Colette Leclercq et Romain Lecomte (dir.), « Les préjugés ne sont pas inoffensifs », *L'Observatoire*, n° 91, 2017, pp. 3-77.

dites indirectes, qui deviennent discrètement structurelles, c'est-à-dire qu'elles participent de tous les fonctionnements sociaux qui consistent à faire un choix entre des personnes, les classer, les prioriser, les confronter à une épreuve sociale, leur donner accès à des droits.

Attardons-nous un instant sur cette notion de discrimination. Tout le monde a une idée intuitive de ce que peut être une discrimination : un acte de rejet, un traitement défavorable, un refus sur la base d'un critère non socialement acceptable. C'est la discrimination directe. La discrimination indirecte, elle, est plus courante, plus méconnue et plus sournoise. Il peut même être très difficile de s'en prémunir complètement, p. ex. en matière de recrutement. De quoi s'agit-il ? Pour UNIA, « Il y a discrimination indirecte lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre risque de défavoriser spécifiquement des personnes ou des groupes caractérisés par l'un des critères protégés et qu'elle ne peut être raisonnablement justifiée. » Typiquement le fait de demander à un candidat locataire une copie de son CDI ou de ses dernières fiches de paie (et non une preuve de ses revenus quels qu'ils soient).

Nous ne nous étendrons pas ici sur ces mécanismes importants. Qu'il suffise de rappeler à quel point les stéréotypes pauvrophobes sont à la fois banalisés et aigus chez nous dans les pratiques de sélection scolaire⁹, sur le marché locatif privé¹⁰ et dans l'accès aux soins de santé et aux services financiers (banque et assurance). Et d'être attentif au fait que certains fonctionnements des institutions catalysent (ou contre-balancent) l'expression et la mise en actes de préjugés par leurs agents, typiquement les conditions de travail des assistants sociaux des CPAS urbains¹¹.

9/ UNIA, Baromètre de la diversité – enseignement, 2018, <http://www.unia.be/fr/publications-et-statistiques/publications/barometre-de-la-diversite-enseignement>

10/ Voir p. ex. <http://www.unia.be/fr/articles/de-preference-pas-de-locataires-avec-des-revenus-dintegration-au-des-alllocations-de-chomage>

11/ Martine Vandemeulebroucke, « CPAS et justice : flagrantes dérives », *Alter Echos*, n° 468, juillet-août 2018, pp. 51-55.

On doit enfin relever à quel point le stéréotype colle aux démocraties modernes. Tocqueville ne disait rien d'autre en comparant société démocratique et société aristocratique quand il «découvrait dans la première une nouvelle expérience de l'espace dans lequel les hommes se rapportent les uns aux autres¹²». La trame de la société n'est plus dictée de l'extérieur par une divinité ou par la nature, le temps est marqué par l'incertitude, et les rapports sociaux, contingents, sont animés par le doute sur l'autre comme sur soi. Bref, notre condition humaine contemporaine, si elle pousse au doute, peut aussi bien pousser au refus du doute, et l'adhésion aux stéréotypes discriminants sera une voie royale pour exercer ce refus.

12/ Claude Lefort, «L'incertitude démocratique», *Revue européenne des sciences sociales*, n° 97/1993, pp. 5-11.

DE L'IDÉE REÇUE À LA PAUVROPHOBIE

LA PAUVRETÉ DANS LES RAPPORTS AUX AUTRES ET À SOI

Depuis des années, nombre d'instances officielles actent que «La discrimination est l'une des causes de la pauvreté et de l'exclusion sociale» et que «La pauvreté et l'exclusion sociale augmentent le risque d'être victime de discrimination¹³.» Mais s'arrêter à ce constat de double causalité nous semble trop court et il y a encore d'autres fils à dérouler.

Si, contrairement à d'autres caractéristiques individuelles qui engendrent stigmatisation et discrimination, personne ne souhaite vivre en situation de pauvreté subie, pour ceux qui ne la connaissent pas dans leur propre expérience, la pauvreté est-elle pour autant une forme d'altérité radicale au point de fonder des peurs irrésistibles? C'est une question délicate et certains auteurs vont assez loin dans ce sens, comme le psychanalyste Patrick Declerck quand il se demande à propos des sans-abri «Comment penser tant de déliquescence et de néant?» et prévient que «Contrairement à ce que laissent entendre les arguments sociologiques, la pauvreté et l'exclusion sociale sont insuffisantes à rendre compte de leur existence.¹⁴»

13/ Equinet, « Discrimination et pauvreté : deux défis indissociables », avis, déc. 2010, <http://www.equineteurope.org/spip.php?action=telecharger&arg=88&type=application.pdf>

14/ Patrick Declerck, *Les naufragés. Avec les clochards de Paris*, coll. « Terre humaine », Plon, 2001, pp. 285-286.

Mais le rapport individuel que l'on peut avoir à la pauvreté se bâtit tout autant sur la commune humanité, le sentiment d'être face à un semblable¹⁵. Se représenter la pauvreté semble donc forcément se mettre en tension entre ces deux axes. Qui plus est, ces tensions et les stéréotypes qu'elles nourrissent sont accentués chaque fois qu'ils sont confrontés aux (représentations des) formes extrêmes de pauvreté, les plus visibles, les plus spectaculaires, celles qui sont le plus étrangères aux gens de condition moyenne ou supérieure. Le pauvre typique, pour nombre d'entre nous, c'est le sans-abri chronifié du centre-ville, pas la famille monoparentale de la maison d'en face – cette myopie constituant d'ailleurs en tant que telle une forme particulière de pauvrophobie...

Mais, si compassion et altérité se tempèrent l'une l'autre, où sont les autres ressorts émotionnels fixateurs de tant de préjugés ?

Ces tensions, si elles traversent les individus, se jouent tout autant au niveau collectif : ce qui dans la pauvreté peut perturber, c'est qu'elle dément cette fiction fondatrice et indispensable qu'est l'égalité formelle que nous partageons tous en tant que supposés signataires d'un contrat social, ou qu'est l'égalité des chances d'ascension sociale grâce au supposé seul « grand intégrateur » qu'a représenté le salariat depuis les années 1940. Or la représentation politique et la valeur travail sont en train de se fissurer de partout sans qu'apparaisse encore clairement la vision de l'avenir qui pourrait les remplacer. La pauvreté est donc d'autant plus difficile à appréhender qu'elle impose son évidence justement « là où on avait mis tous ses espoirs dans la réalisation du Bien¹⁶ ». Or un fait qui dément nos idéaux ou nos idéologies, notre pente naturelle va être de le gérer à coups de mise à distance, que ce soit sous forme de préjugés ou de dénégation : « La conscience

15/ Pour autant que ces élans ne soient pas neutralisés par la troisième catégorie de représentations identifiée par Paugam *et al.* 16/Anne-Marie Roviello, « L'aveuglement au réel », *Esprit*, n° 8-9/1986, pp. 176-182.

16/ Anne-Marie Roviello, « L'aveuglement au réel », *Esprit*, n° 8-9/1986, pp. 176-182.

moderne ne peut pas fixer et stabiliser une image de la pauvreté et s'en accommoder.¹⁷ »

Et pendant ce temps, comme un catalyseur dans l'évolution des représentations que nous en avons¹⁸, la pauvreté change de visage. Elle n'est plus tant un héritage transgénérationnel ou une conséquence irréversible d'un accident de la vie que la condition dans laquelle tout un chacun peut se retrouver à un moment de parcours de vie qui sont globalement de plus en plus fragiles¹⁹. Le risque de pauvreté, chacun le découvre en soi, a fortiori les jeunes qui se rendent compte que leur génération ne bénéficiera nullement du même niveau moyen de bien-être que celle de leurs parents, qui leur ont transmis la vision de la modernité à laquelle ils avaient eux-mêmes participé, celle d'un monde fonctionnant sur la mobilité sociale ascendante²⁰. Mais pour la plupart ce mythe s'est effondré. À une époque où les inégalités reviennent de manière perceptible au quotidien, la pauvreté met le doigt là où ça fait mal. Dans sa préface à la *Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, Serge Paugam rappelle opportunément le caractère fluctuant des préjugés pauvrophobes selon les époques et pointe le fait que nous nous trouvons dans une conjoncture de plus en plus tendue à cet égard.

Si les idées reçues sur les pauvres et la pauvreté sont si tenaces, c'est sans doute aussi parce que les personnes qui vivent cette condition, pour une part d'entre elles en tout cas, les reprennent à leur compte. En quoi la pauvreté est-elle favorable à cette autostigmatisation que les travailleurs sociaux connaissent si bien dans les centres d'héberge-

17/ Jean Vogel, « L'occultation culturelle de la nouvelle pauvreté », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1259-1260, 1989, <http://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-1989-34-page-1.htm>

18/ *Ibidem*

19/ Voir le webdoc Les nouveaux pauvres, à l'initiative du Forum, <http://www.rtbf.be/lesnouveauxpauvres/>, et Abraham Franssen et Thomas Lemaigre, *La tête hors de l'eau. Les détreesses sociales en Belgique*, coll. « Petite bibliothèque de la citoyenneté », EVO, 1998.

20/ Thomas Lemaigre, « Prêts pour une révolution démocratique ! » (éditorial), *Alter Echos*, 3 déc. 2012, p. 3.

ment, les restos sociaux, l'Aide à la jeunesse ou les CPAS? Pourquoi les pauvres, contrairement à d'autres groupes minoritaires, semblent-ils souvent intérioriser les stéréotypes à leur sujet? Tout simplement parce qu'ils se trouvent dans une situation où ils subissent toutes les formes de domination : économique, sociale, culturelle et surtout symbolique. Pour le dire simplement, la pauvreté est une forme de domination telle que l'image de soi que vous vous donnez n'est plus le fait de vous-même mais des discours stigmatisants que vous lisez à longueur de journée dans le regard des autres et dans le traitement que font de vous les institutions. Nous avons vu que des stéréotypes et discriminations pauprophobes sont structurellement intégrés à nombre de mécanismes sociaux. Ces mécanismes représentent pour les individus autant d'épreuves existentielles. Ces épreuves sont d'autant plus nombreuses que l'on est doté de faibles capitaux, d'autant plus difficiles à affronter et à réussir. Chacune est l'occasion de vous rappeler cette condition, de l'intérioriser un peu mieux, voire de vous inviter à la désirer pour vous montrer comme un « bon » pauvre, méritant.

LA CULTURE, LA POLITIQUE ET LES IDÉES REÇUES SUR LES PAUVRES ET LA PAUVRETÉ

Il serait intéressant d'avoir ici la place de retracer voire de tenter de modéliser la manière dont se construisent et se transmettent les idées reçues sur les pauvres, pour ordonner les différents facteurs et éléments catalyseurs que nous venons d'énumérer.

Nous voulons surtout à ce stade insister sur les rôles cruciaux des institutions d'une part et des productions culturelles de l'autre — ce qu'une partie de la sociologie francophone appelle, sous forme d'hypothèse, les structures de contrôle et les structures de sens.

Dans tous les lieux de socialisation, les structures de contrôle transmettent préjugés et stéréotypes sur les pauvres et la pauvreté comme sur tant d'autres sujets

Les structures de contrôle, ce sont les différents systèmes de contrainte auxquels un individu se soumet ou est soumis quand il interagit avec un groupe ou avec l'ensemble de la société par le truchement des institutions : ressources sociales, économiques et culturelles limitées, obligations,

coercitions, sanctions (blâme, licenciement, prison,...). Ces structures s'imposent aux individus «de l'extérieur», elles préexistent à leurs actions et leurs stratégies.

Ce que l'on doit surtout retenir ici, c'est que dans tous les lieux de socialisation, les structures de contrôle transmettent préjugés et stéréotypes sur les pauvres et la pauvreté comme sur tant d'autres sujets. La transmission intrafamiliale d'une génération à l'autre («Ne regarde pas le SDF comme ça!»), la circulation des représentations au sein des groupes et surtout leur incorporation par les institutions : quand les enfants de milieux modestes se retrouvent dans de moins bonnes écoles, quand leurs parents sont mis en cause pour les mauvaises performances scolaires de leurs enfants, les structures de contrôle jouent à plein régime, tant pour les groupes stigmatisés que pour ceux épargnés par ces stigmates.

Les structures de sens, quant à elles, sont d'un autre ordre mais peuvent se juxtaposer aux structures de contrôle : il s'agit de toutes les représentations qui nourrissent les significations et les finalités des actions individuelles (normes, valeurs, images, idéologies, langage, modèles culturels, et donc évidemment préjugés et stéréotypes). Directement ou par le truchement des groupes, des organisations et des institutions, les autres font savoir à l'individu ce qu'ils attendent de lui, ce qui est normal, souhaitable, légitime, sacré ou tabou, bien ou mal. Ces représentations, et donc des préjugés, sont ainsi inscrits

et réinscrits en chacun et forgent les définitions de son identité et de ses différents rôles sociaux, et donc de ceux des autres.

Mais la causalité va dans les deux sens : les structures de contrôle, et dans une moindre mesure les structures de sens, sont «le produit, la résultante toujours précaire et modifiable de l'action, c'est-à-dire des stratégies individuelles et collectives²¹ ». L'individu peut peser sur les représentations et les règles du groupe, et en démocratie, il peut peser sur le fonctionnement des institutions. Les personnes en situation de pauvreté sont évidemment les moins armées pour ce faire, mais des voies existent²².

Même si cela fait mal à notre modernité de le reconnaître, l'imaginaire est plus fort que le réel, spécialement en politique du fait de la prégnance des idéologies, et de la «com»

Nourrissant et renouvelant les structures de sens, les mises en scène culturelles de réalités sociales sont tout sauf neutres, *a fortiori* celles d'un objet comme la pauvreté, dont avons relevé l'instabilité historique : les médias et les industries culturelles (le «spectacle» de Debord²³) sont des fabriques à

grande échelle d'images, de préjugés et de stéréotypes dont nous sommes irrigués quasi en continu. Ainsi notre propre (in) expérience de la (non) pauvreté est subordonnée à des représentations qui nous sont totalement extérieures, voire très lointaines historiquement et géographiquement (Job dans l'*Ancien Testament*, *Les Misérables* d'Hugo, Steinbeck, Ken Loach, la série *The Wire*, le reality show *Famous Rich*

21/ Guy Bajoit, *Pour une sociologie relationnelle*, PUF, 1993, pp. 110-111.

22/ Voir p. ex. les travaux de Didier Demazière sur les collectifs de chômeurs, ceux de Loïc Blondiaux qui p. ex. remet en question la notion de compétence politique, ou encore le colloque « Les pauvres font de la politique » organisé à Bruxelles en 2011, dont rend compte la revue *BIS* n° 164-165/2011, <http://www.cbcs.be/Bruxelles-Informations-sociales>

23/ Dès les années 60, Debord reformule la théorie marxiste à la lumière des médias de masse et de l'industrialisation de la culture, et cherche les formes de résistance possible à ces nouvelles formes de disparition du sujet. Le « spectacle » est pour lui, en substance, l'ensemble des contenus culturels produits à des fins d'abord commerciales.

and Homeless, Viva for Life, etc.). Chacune de ces images opère, pour nous mais sans nous, des choix entre ce qui est dans le cadre et ce qui restera hors cadre. Circulant dans la culture au point de devenir des stéréotypes relevant du supposé «sens commun», ces représentations se sont éventuellement simplifiées et fait mettre en récit²⁴. Dans la compétition entre représentations concurrentes, une partie d'entre elles vont devenir marginales, l'autre partie prédominante, voire plus vraisemblable que le réel. Il suffit de se poser la simple question : qui, au tournant du siècle, a pesé le plus chez nous sur l'idée que l'on se fait de la pauvreté et l'intérêt qu'on y porte, *Rosetta* ou le *Rapport général sur la pauvreté* piloté par la Fondation Roi Baudouin ?

Les discours politiques sur les pauvres et la pauvreté sont à la croisée de tous ces mécanismes sociaux. D'abord parce que parties prenantes à ce «spectacle», ils puisent et repuisent dans ce fonds commun culturel et idéologique. Ensuite parce que, en même temps, ils sont par définition autoréalisateurs : les représentations des décideurs orientent les politiques et les institutions, voire les réforment pour les modeler à leur image : «Le pauvre est celui qui n'a pas de travail et se complait dans cette situation ? Activons les inactifs.»

Ce caractère performatif de la parole politique, on le vérifie aussi — et peut-être encore plus — dans ce qui reste hors cadre ou hors agenda. Typiquement Charles Michel qui se réjouit que la Belgique n'ait pas de port en Méditerranée, ce qui l'obligerait à assumer ses responsabilités dans l'horrible crise de l'hospitalité où s'enfoncé l'Union européenne. A fortiori si le sujet de préoccupation du décideur n'est pas le pauvre mais l'opinion publique, tel Elio Di Rupo qui supprime les allocations d'attente des jeunes en faisant sciemment semblant qu'ils trouveront tous le chemin du CPAS en cas de besoin.

24/ Y compris par des artistes qui le font de façon magistrale et bien intentionnée, des frères Dardenne à Johnny Cash en passant par George Orwell et Florence Aubenas.

En politique, il est commode d'ignorer, de minimiser, de stéréotyper ou de stigmatiser la pauvreté, comme le démontre la liste ahurissante, constituée par le Forum, de clichés sur les pauvres véhiculés par des responsables politiques à tous les niveaux. De longue date, même si cela fait mal à notre modernité de le reconnaître, l'imaginaire est plus fort que le réel, spécialement en politique du fait de la prégnance des idéologies, et désormais de la «com» : «Il ne s'agira pas de centres fermés, mais de centres d'où les migrants ne pourront pas sortir.» commentait récemment sans ironie aucune une ministre française²⁵. Au moins autant que la manipulation du langage²⁶ et le mensonge, c'est la dénégation pauvrophobe qui s'en trouve cultivée, le «désir de ne pas savoir²⁷» et de ne pas faire savoir.

LA MUTATION DES MODES DE CONFISCATION DE NOTRE RAPPORT À LA PAUVRETÉ

Nos observations à propos du poids de la culture et de la politique sur l'occultation et la déformation de la pauvreté sont-elles toujours d'actualité à l'heure de la «post-vérité»? Nous tentons une réponse sous forme de pistes de réflexion et d'hypothèses tant il est vrai qu'il est délicat de se positionner sur des évolutions récentes et toujours en cours, qu'il est par nature encore impossible d'appréhender avec rigueur.

Et si nous repartions d'un constat tout simple? Ces messages et images des médias de masse nous uniformisent tout en nous persuadant d'être singuliers — et c'est l'une de leurs forces. Nos représentations nous sont

25/ Voir <http://www.arretsurimages.net/chroniques/le-matinaute/camps-ouverts-fermes-ou-les-deux-a-la-fois>

26/ Voir Nathalie Delaleeuwe, «Austérité, de quoi es-tu le nom? Petites réflexions sur la langue de la précarité», CFEP, 2012, http://cfep.be/IMG/doc/Conference_CFEP_austerite_de_quoi_est-tu_le_nom.doc et Olivier Starquit, «Analyse #09 – Les mots importent», PAC-G, 2018, http://www.pac-g.be/docs/analyses2018/analyse_09.pdf

27/ Bruno Bettelheim, cité par Anne-Marie Roviello, *op. cit.*

|| *La porte est ouverte à la « post-réalité » et au retour en force des stéréotypes et préjugés*

imposées avec notre consentement et nous les défendons comme faisant partie intégrante de notre identité individuelle singulière. Dans ce mouvement historique, nos représentations (entre autres de la pauvreté) sont à la fois très

formatées et à la fois inscrites sur le drapeau (le profil) par lequel nous voulons signaler aux autres notre singularité.

Nous avons vu que dans le cours de leur production, ces images ou messages sont mis en concurrence et triés. Or de tels rapports de forces, dans l'économie des plateformes et des *big data*, ne fonctionnent plus comme dans la société du spectacle du XX^e siècle. Ici, un énoncé ou une image sont valorisés pour leur profitabilité (c'est-à-dire pour ce qu'ils produisent comme engagement, comme clics, comme nouvelles données), quasi indépendamment de leur contenu voire même de leur rapport au réel. La porte est ouverte à la « post-réalité » et au retour en force des stéréotypes et préjugés. En effet, « En produisant du contenu polarisant, on crée cet engagement.²⁸ » Typiquement, en jouant la combinaison préjugés + peurs/« nous » vs « les autres », on se donne la possibilité de marquer des points dans le match entre représentations stéréotypées. Ici non plus nous ne sommes pas aidés par les *spin doctors* de nos leaders politiques, sans cesse à l'affût de la formule qui fera mouche en 280 caractères, dans l'illusoire tentative de s'adresser aux masses sans intermédiaire, mais en devant aussi faire saillie dans un incommensurable flux d'informations²⁹.

Et surtout, les médias du XXI^e siècle compriment l'attention en microtemporalités et court-circuitent la conscience pour

28/ D'après Paul-Olivier Dehaye, cité dans : Frédéric Autran et Amaelle Guiton, « Fuites de données : Facebook prend l'eau », *Libération*, 20 mars 2018, http://www.liberation.fr/planete/2018/03/20/fuites-de-donnees-facebook-prend-l-eau_1637706

29/ Yves Citton, *Pour une écologie de l'attention*, coll. « La couleur des idées », Seuil, 2014.

agir directement sur les sensibilités. Leur principe est devenu le préparamétrage de nos subjectivités connectées, le design de nos préjugés, la fixation même des stéréotypes qu'ils recyclent³⁰. En d'autres mots, toute cette économie de l'information concourt à supprimer le «retard de catégorisation», ce «Oh wait!», cette délibération avec soi-même sur le que faire face à l'incertitude, à la surprise, à la singularité d'une expérience, sur comment elle engage l'esthétique, la morale ou le politique. Or le retard de catégorisation, c'est nécessairement la suspension du préjugé³¹.

Qui plus est, collectivement, le retard de catégorisation, c'est l'espace même du débat public, de la délibération démocratique, des frictions entre pouvoirs et contre-pouvoirs, de ce doute cher à Tocqueville que nous évoquions plus haut. Donc le contre-pied aux décisions autoritaires et au diktat de l'urgence en politique, brandi contre les pauvres ou les émigrants, comme quand le secrétaire d'État Theo Franken expulse à l'arrache tel groupe de Soudanais.

Au final, les industries culturelles, la politique-spectacle et les *big data* nous nourriront d'images et de contre-images qui s'ancrent profondément et discrètement en nous à coups de répétitions durant le cours de notre socialisation, et qui se confortent dans pratiquement toute la société. Or ce sont ces représentations qui servent à chacun d'entre nous à poser son horizon d'attentes en termes de qui on est et qui on n'est pas dans le jeu social, de qui on veut être et de qui on ne veut pas être, des ressources qu'il faut pour y arriver et qu'on a ou pas. Se trouve de la sorte balisée la manière dont chacun se positionne dans les rapports avec les autres, en particulier avec les individus qui nous apparaissent appartenir aux groupes sociaux (les pauvres) auxquels on estime soi-même ne pas (vouloir) appartenir.

30/ Cathy O'Neil, *Weapons of Math Destruction*, Crown Books, 2016.

31/ Yves Citton, *op. cit.*

CONCLUSION ET PISTES D'INTERVENTION

LA DÉCONSTRUCTION DES PRÉJUGÉS SUR LES PAUVRES, CELA SERT-IL À QUELQUE CHOSE ?

La première réponse qui vient à l'esprit face aux idées reçues est généralement la suivante : il faut rétablir les faits, démontrer la complexité de la réalité, sortir de ces schémas où chaque effet n'a qu'une cause et chaque cause n'a qu'un effet, toujours le même. Et c'est effectivement la première chose à faire, au moins à l'attention des responsables politiques, des leaders d'opinion, des enseignants, des journalistes, des magistrats et des figures culturelles. Il s'agit de mobiliser leurs éthiques de responsabilité et de conviction en faisant en sorte que les organisations qui les régulent et les institutions qui les occupent les mettent régulièrement en situation de rendre des comptes de façon contradictoire.

Mais ce n'est que la première chose à faire. Déconstruire les idées reçues ne suffit pas à les faire reculer³². Au vu des dynamiques de leur construction dont nous avons trop rapidement brossé le tableau, il est évident que la réaction sur le plan de la cognition rationnelle,

32/ Loin de nous l'idée de minimiser l'importance de contre-discours sur la pauvreté et les inégalités qui soient rationnellement construits et scientifiquement argumentés. Nous invitons d'ailleurs le lecteur qui veut s'aguerir en la matière à plonger dans deux sources très complémentaires : Amartya Sen, *Repenser l'inégalité*, coll. « Documents. L'histoire immédiate », Seuil, 2000 (republié en poche dans la coll. « Points »); Jan Vranken, « Pauvreté et exclusion sociale : un cadre conceptuel », *Revue Belge de Sécurité Sociale*, 4^e trimestre 2004, pp. 749-763, <http://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/rbss-04-2004-fr.pdf>

voire au seul niveau individuel, cela peut très bien ne servir à rien. De toute évidence, d'autres voies complémentaires sont à emprunter pour endiguer la montée de la pauvrophobie.

LES DIFFÉRENTS NIVEAUX D'ACTION

Au niveau individuel, il y a au moins deux voies à envisager. La première consiste à peser sur la disposition même que chacun a vis-à-vis de ses croyances et préjugés, et donc sa disposition vis-à-vis de l'apprentissage, du doute et de la critique. Les recettes pour ce faire sont bien connues : valoriser l'intérêt pour l'altérité, pour l'ouverture et pour le retour réflexif sur soi (interculturel, éducation permanente, éducation aux médias, pédagogies actives, participation citoyenne, etc.). La seconde invite à prendre en compte le vécu socioaffectif de ses interlocuteurs. On ne parlera pas de la même manière des idées reçues sur les pauvres aux Bruxellois des beaux quartiers et à ceux qui vivent autour du canal.

Au niveau collectif également, les faits et les arguments rationnels gagnent à être encapsulés dans des approches plus globales. C'est un véritable champ d'innovations sociales qui s'ouvre ici. Il s'agit en effet de peser sur le « programme » des institutions (leurs missions, leurs registres de légitimation, leurs modes d'action, leurs procédures anti-discriminations, etc.) et sur les politiques publiques qui les actualisent. Et de tels efforts n'ont de sens qu'à être résolument offensifs : on peut en particulier faire évoluer les plans stratégiques des administrations et les contrats de gestion des parastataux de façon à imposer à l'action publique des balises contraignantes sur ces aspects, tel Bruxelles Formation qui a intégré dans ses cours des modules de formation à la citoyenneté, ou les écoles et leur fameux « cours de rien ».

Les services sociosanitaires, publics ou associatifs, ne doivent pas s'exonérer de telles préoccupations, bien au contraire : ils peuvent certainement interroger leurs propres pratiques à partir de la notion de discrimination indirecte à teneur pauvrophobe et trouver comment contrer les éventuels problèmes détectés. En amont, dans la formation initiale des professionnels du social, il reste aussi à s'assurer qu'un espace suffisant est effectivement consacré à la réflexion autour des représentations des publics dont seront porteurs les futurs professionnels³³.

Et aussi, vu leur rôle-clé en matière de stéréotypes pauvrophobes, il nous semble indispensable de surveiller les discours publics des politiques, et le cas échéant de les stigmatiser pour limiter leurs effets performatifs. En particulier, il est devenu urgent de riposter énergiquement contre toute parole qui prendrait la direction de qualifier un groupe social, même implicitement, comme radicalement autre³⁴.

Et l'on peut facilement aller plus loin. Pour outiller les acteurs de la lutte contre la pauvreté et contre la pauvrophobie, le moment est de toute évidence venu de, comme en France³⁵ et dans d'autres pays³⁶, ajouter un nouveau « motif légal » à notre législation anti-discrimination : celui de « précarité sociale » ou de « condition sociale », mieux ajusté aux actions anti-pauvrophobes que la « fortune » et l'« origine sociale » qui figurent déjà dans les textes, et plus à même de favoriser un accès

33/ À l'instar p. ex. de ce que programme le Master en ingénierie et action sociale (MIAS) co-organisé par la Haute école Louvain-en-Hainaut et la Haute École Namur-Luxembourg. V. Thomas Lemaigre, syllabus du cours « Problématiques des publics de l'action sociale », Helha et Henalux, 2017.

34/ Voir des exemples dans Christophe Moncke, « Coordonnées du débat. Tuer un enfant, c'est grave ou pas forcément ? », *La Revue nouvelle*, n° 4/2018, pp. 53-58.

35/ Loi n° 2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale, *Journal officiel*, n° 0147, 25 juin 2016.

36/ Une conférence européenne a été consacrée à ce sujet le 22 mars dernier à Dublin : voir « Conference on Poverty and Discrimination : Two sides of the same coin », Equinet, <http://www.equineteurope.org/Conference-on-Poverty-and-Discrimination>

des plus pauvres et de leurs associations³⁷ aux instances comme UNIA qui défendent l'effectivité de leur droit à la non-discrimination.

Enfin, toujours au niveau collectif, les discours qui font contre-feu à la pauvrophobie ne devaient-ils pas plus systématiquement et plus explicitement se déployer dans le registre des valeurs? Non pour en découdre, mais pour simplement cultiver «le risque du juste» qui «ne peut venir d'une seule idée ou d'un seul fait³⁸». Autrement dit, parler justice sociale et exposer la conception que l'on en défend et le sens qu'elle donne aux éléments de fait concernant la pauvreté et les inégalités. Si l'on est rendu insensible aux faits, le ressort du changement peut passer par des interpellations sur les valeurs (sans oublier croyances et émotions). Or il existe différentes formes de justice sociale (égalité absolue, socle minimum, en termes de richesse, de participation, de reconnaissance, relevant de la responsabilité des individus et/ou des institutions) entre lesquelles chacun peut se positionner. Contrer ou dénoncer ponctuellement certains (porteurs de) préjugés sur la pauvreté, cela ne mène pas loin, sauf à pouvoir proposer à son interlocuteur, si pas un projet de société convaincant et tout ficelé, du moins des balises alternatives et argumentées sur la justice sociale.

Il nous semble également important de s'inscrire dans les priorités historiques de la lutte contre la pauvreté : conquérir plus de droits pour les plus pauvres tend à battre en brèche les stéréotypes pauvrophobes³⁹; démocratiser toujours plus la démocratie, ce qui passe par plus d'égalité politique malgré les inégalités économiques; conquérir plus d'égalité

37/ Voir Ton Redegeld, « Discrimination à raison de la pauvreté. Plaidoyer pour une approche européenne », ATD Quart Monde, 2017, <http://blogs.atd-quartmonde.org/humanrights/wp-content/uploads/sites/4/2017/06/2017-06-Plaidoyerdiscrimination.pdf>

38/ Eric Clemens, *Un mot seul n'est jamais juste. Pour une démocratie des alternances*, coll. « Espaces publics », Quorum, 1998, p. 11.

39/ La protection sociale a radicalement fait évoluer la représentation des pauvres dans les régimes sociaux-démocrates (comme l'établissait dès le début du siècle dernier le sociologue allemand Georg Simmel), voir Jean-Marie Seca, « Pauvreté et pensée sociale », *L'Observatoire*, n° 91, 2017, pp. 35-38.

économique par plus de redistribution, plus de services publics, plus de biens communs, plus de démocratie économique ●

CE SONT DES ASSISTÉS, DES PROFITEURS, DES INCAPABLES, DES FRAUDEURS...

Ces préjugés et stéréotypes sur les pauvres se multiplient. Et s'ils sont associés à la peur ou à l'hostilité, ils se transforment en phobie. La pauvrophobie mène à une vision collective tronquée de la pauvreté et des solutions à y apporter. Avec les services sociaux et ceux qui les fréquentent, Le Forum – Bruxelles contre les inégalités a identifié 85 idées reçues. Chacune a été soumise à un expert qui s'est attaché à la déconstruire de manière argumentée, sur base des derniers chiffres et études disponibles. Voici donc une *Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, qui a pour ambition d'apporter une définition plus juste d'un phénomène qui touche un Belge sur cinq. En éclairant les problématiques les plus complexes, cette encyclopédie est un outil fondamental pour inventer des solutions contre la pauvreté, que ce soit à un niveau personnel, professionnel ou politique.

Toutes les informations disponibles sur le site www.le-forum.org ou au 02 600 55 66

#pauvrophobie, c'est également une campagne web, réalisée en collaboration avec Sense. Découvrez une websérie, des interviews d'experts et de témoins de la pauvreté, des données et derniers chiffres utiles ou encore toute l'actualité sur le sujet.

Retrouvez-nous, dès le 17 octobre, sur Pauvrophobie.be



COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE



FÉDÉRATION
BELGE DES ASSOCIATIONS
DE PARENTS



4 WINGS
FOUNDATION



FONDS
WERNAERS

sense
...HUMAN ...

LE FORUM – BRUXELLES CONTRE LES INÉGALITÉS

PAUVRO PHOBIE

**PETITE ENCYCLOPÉDIE
DES IDÉES REÇUES SUR LA PAUVRETÉ**

 **lucire**
éditions

Ce texte n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les positions du Forum - Bruxelles contre les inégalités. Les titres, intertitres et la structure du texte relèvent de choix éditoriaux du Forum - Bruxelles contre les inégalités.



Avec le soutien du CPAS de Saint-Gilles
et de la Commission communautaire française.

Editeur responsable: Nicolas De Kuyssche - Rue Fernand Bernier
40, 1060 Saint-Gilles - 02/600.55.66 - Graphisme: Gaëlle Grisard

Numéro 20, Septembre 2018.

PRÉSENTATION

C'est à partir d'idées reçues que nous construisons nos préjugés. Lorsqu'ils concernent un groupe social entier, ces préjugés deviennent des stéréotypes. Les stéréotypes à propos des pauvres se multiplient et se répètent dans nos esprits, mais aussi dans les institutions, en passant par les médias et jusqu'à atteindre les personnes les plus précaires elles-mêmes. À force de répétitions, et dans un contexte néolibéral qui pousse à la responsabilisation individuelle, notre vision de la pauvreté en devient altérée.

Dans cette contribution à PAUVÉRITÉ, Thomas LEMAIGRE tire les ficelles des mécanismes qui conduisent à la stigmatisation voire à l'autostigmatisation de ceux qui possèdent le moins. Il pointe également les leviers individuels et collectifs qu'il faut activer pour sortir du cercle vicieux dans lequel «la discrimination est l'une des causes de la pauvreté et de l'exclusion sociale» en même temps que «la pauvreté et l'exclusion sociale augmentent le risque de stigmatisation». Ce faisant, l'auteur dresse un inventaire théorique pour mieux comprendre les ressorts de la pauvrophobie.

L'AUTEUR

Thomas LEMAIGRE est un acteur et un observateur de l'innovation sociale. Il a été cofondateur et puis directeur de l'Agence Alter. Actuellement, il est chercheur indépendant sur les matières sociales, enseignant et codirecteur de *La Revue nouvelle*.